

Communiqué

Paris, 26 juillet 2010

OUVERTURE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES SPÉCIFICATIONS FONCTIONNELLES DES MOYENS DE SÉCURISATION

L'Hadopi, Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, lance ce jour une consultation publique relative aux spécifications fonctionnelles des moyens de sécurisation.

La consultation porte sur le document-projet préparé par Michel Riguidel, expert et enseignant-chercheur, dont le Collège de l'Hadopi a validé la diffusion pour consultation.

Elle s'inscrit dans le cadre de l'article L 331-26 du code de la propriété intellectuelle prévoyant qu'« *après consultation des concepteurs de moyens de sécurisation destinés à prévenir l'utilisation illicite de l'accès à un service de communication au public en ligne, des personnes dont l'activité est d'offrir l'accès à un tel service, ainsi que des sociétés régies par le titre II du présent livre [les sociétés de perception et de répartition des droits] et des organismes de défense professionnelle régulièrement constitués, la Haute autorité rend publiques les spécifications fonctionnelles pertinentes que ces moyens doivent présenter* ».

La procédure d'évaluation et de labellisation des moyens de sécurisation sera précisée par un décret en Conseil d'Etat.

La consultation est ouverte à compter de ce jour. **Tout professionnel justifiant appartenir à l'une des catégories prévues à l'article L 331-26 du code de la**

propriété intellectuelle¹, et souhaitant apporter sa contribution à la consultation peut le faire en demandant une copie du document à l'adresse suivante : consultation-sfh@hadopi.net.

Les contributions devront parvenir à l'Hadopi au plus tard le vendredi 10 septembre 2010. L'Hadopi précise par ailleurs que, dans un souci de transparence, elle publiera les contributions reçues sauf demande expresse contraire du contributeur.

¹ Concepteurs de moyens de sécurisation, personnes dont l'activité est d'offrir un service de communication au public en ligne, sociétés de gestion et de répartition des droits et organismes de défense professionnelle régulièrement constitués (article L. 331-26 du code de la propriété intellectuelle)

L'IMPORTANCE DES MOYENS DE SECURISATION

Moyens de sécurisation

- **Sécurisation**

La réponse graduée est un processus d'avertissement des internautes composé de trois étapes. A chaque étape l'abonné reçoit une recommandation dans laquelle figurent notamment les motifs pour lesquels un tel courrier, électronique ou papier, lui a été adressé.

La « loi Hadopi » prévoit que l'abonné doit sécuriser son accès à internet.

Pour cela il doit mettre en place un moyen de sécurisation. Il s'agit d'un dispositif qui permet de sécuriser son accès à internet afin que ce dernier ne puisse être utilisé pour la reproduction, la représentation ou la mise à disposition sans autorisation d'une œuvre protégée par un droit d'auteur.

Les moyens de sécurisation existants se répartissent en deux familles

- les liaisons sécurisées entre les différents appareils (boitier ADSL, modems, routeurs et terminaux). Ces liaisons sécurisées nécessitent un mot de passe (clé WEP ou clé WPA).
- les logiciels de protection des ordinateurs : contrôle parental, anti-virus, anti-spam ou pare-feu.

- **Labellisation**

Les moyens de sécurisation qui seront labellisés par l'Hadopi sont des dispositifs qui permettront au consommateur d'y voir plus clair dans un marché technique et complexe.

Avant de procéder à la labellisation, il est important de définir les objectifs auxquels devront répondre les dispositifs de sécurisation. Ces objectifs sont appelés spécifications fonctionnelles.

La rédaction de ces spécifications a été confiée à Michel Riguidel, expert et professeur à l'école Télécom-ParisTech.

Les logiciels qui répondront aux spécifications fonctionnelles ne sont pas des logiciels créés par l'Hadopi. Il s'agit de logiciels, développés de façon autonome, par des concepteurs de moyens de sécurisation, y compris de fournisseurs d'accès à Internet.

Comme la loi le prévoit, la consultation amorcée ce jour a pour objet de recueillir les observations et recommandations des publics professionnels². Ces derniers pourront apporter leur expérience afin que leur expertise technique aille dans le sens d'une lisibilité toujours meilleure pour le consommateur.

Au terme de cette consultation les objectifs des spécifications fonctionnelles des moyens de sécurisation seront connus. En attendant cette phase, l'Hadopi accompagnera les internautes dans un souci de pédagogie et d'explication.

Les campagnes de sensibilisation s'adresseront à tous les publics en expliquant de manière très didactique les modalités de mise en oeuvre, d'utilisation et de mise à jour d'un moyen de sécurisation.

² Consultation des concepteurs de moyens de sécurisation, des personnes dont l'activité est d'offrir un service de communication au public en ligne, des sociétés de gestion et de répartition des droits et des organismes de défense professionnelle régulièrement constitués (article L. 331-26 du code de la propriété intellectuelle).

Un service pour l'internaute

La labellisation de moyens de sécurisation par l'Hadopi constitue un service d'accompagnement pour l'internaute. La volonté de l'Hadopi est de clarifier l'information pour l'abonné. Ce service permettra de le guider dans l'installation du dispositif, de manière rapide et claire.

Un logiciel labellisé Hadopi constituera un critère d'appréciation positive pour l'Hadopi, si l'internaute met en place un moyen de sécurisation.

La mise en place d'un tel logiciel se fait à la diligence du titulaire de l'abonnement. Ce logiciel protège le patrimoine numérique de l'abonné. Ainsi celui-ci maîtrisera mieux le comportement des machines qui sont, sous sa responsabilité connectées, à internet. Comme un logiciel de contrôle parental permet aux parents de protéger leur enfant, le moyen de sécurisation permet au titulaire de l'abonnement de protéger les utilisateurs.